

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

GATS/EL/75/Suppl.1

26 février 1998

(98-0696)

Commerce des services

SENEGAL

Liste d'exemptions de l'article II (NPF)

Supplément 1

(Seul le texte français fait foi)

Ce texte est inséré au document GATS/EL/75.

REPUBLIQUE DU SENEGAL
LISTE D'EXEMPTIONS DE L'ARTICLE II (NPF)

Secteur ou sous-secteur	Description de la mesure, y compris les raisons pour lesquelles elle est incompatible avec l'article II	Pays auxquels la mesure s'applique	Durée projetée	Conditions qui rendent l'exemption nécessaire
<u>SERVICES FINANCIERS</u>				
A. Services d'assurances et services connexes	Traitement préférentiel pour les services et les fournisseurs de services des pays membres de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest, de l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine et de la Conférence Inter-Africaine des Marchés de l'Assurance.	Pays membres de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest, de l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine et pays signataires du Code CIMA (Conférence Inter-Africaine des Marchés de l'Assurance).	Illimitée	Engagements dans le cadre d'arrangements régionaux. Le marché financier de l'Afrique de l'Ouest est en construction et nécessite un traitement préférentiel pour appuyer l'effort d'harmonisation des politiques nationales dans ce secteur en vue d'atteindre une position concurrentielle à l'échelle mondiale.
B. Services bancaires et autres services financiers (à l'exclusion de l'assurance)	Traitement préférentiel pour les services et les fournisseurs de service des pays membres de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest, de l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine et des pays signataires du Traité de l'Union Monétaire Ouest-Africaine.	Pays membres de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest, de l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine et des pays signataires du Traité de l'Union Monétaire Ouest-Africaine.	Illimitée	Engagements dans le cadre de l'intégration régionale et nécessité d'un traitement spécifique donc préférentiel pour appuyer les efforts d'harmonisation des politiques dans ce secteur encore très faible dans la sous-région ouest-africaine en vue d'une meilleure position concurrentielle.